



Commission Femmes et Développement
Séance plénière ouverte du 26 janvier 2006

Notes sur la présentation de **Madame Berhane Ras-Work**,
Directrice Exécutive du Comité Inter-Africain
sur les Pratiques Traditionnelles Néfastes

"Le combat contre les MGF : acquis et challenges "

C'est un signe fort de voir que la question des mutilations génitales féminines (MGF), que l'on retrouve d'un bout à l'autre de l'Afrique, reçoit de plus en plus d'attention.

Qu'est-ce que les MGF ? Un corps sain mutilé par un couteau. Le plus souvent, la main qui tient le couteau est celle d'une femme (l'exciseuse). Pourquoi les femmes font-elles cela à d'autres femmes ?

Pourquoi les MGF ? Quelques éléments de réponse :

On est dans un système patriarcal, où les MGF sont une condition d'accès au mariage : les femmes acceptent en silence. De plus, il y a un tabou sur le corps de la femme.

Les conséquences ne sont pas comprises comme liées à la pratique néfaste : la mortalité liée aux MGF est attribuée par exemple au mauvais œil.

Il y a une mauvaise compréhension de la religion, les femmes ont peu d'accès à l'instruction religieuse, la religion est véhiculée par des hommes.

Par exemple, en Guinée, les femmes vont croire que si elles ne sont pas coupées, elles sont impures, impures pour servir un repas à un mari, impures pour paraître devant Dieu.

Comment arrêter ça ?

Actions auprès des gouvernements :

* Il faut en élaborant les stratégies d'action tenir compte du manque de volonté des gouvernements pour mettre à l'agenda un problème qui affecte les femmes.

* Quand des conventions internationales ont été signées par le gouvernement (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), Convention relative aux droits de l'enfant, Convention contre la Torture, les Peines et les Traitements Inhumains et Dégadants, Charte africaine des droits de l'homme et des peuples...), il faut interpeller les gouvernements pour qu'ils respectent les textes auxquels ils ont adhéré.

Actions auprès des hommes :

* Si les femmes font ça, c'est pour plaire aux hommes (chefs de village, leaders religieux, futurs maris...) : il faut donc sensibiliser les hommes.

Actions auprès des exciseuses :

* Facteurs dont il faut tenir compte : l'excision leur donne un revenu (pas toujours) et un statut. Elles ont souvent une position « d'enseignantes », transmettant leur savoir lors de l'initiation (comment plaire à un homme, cuisiner, etc...). Leur reconversion est une question de revenu, à prendre en compte (exemple : octroi de micro-crédits), mais pas seulement.

* Comment les approcher ? Les réunir, leur montrer que cette pratique tue les femmes, les fait souffrir... et leur poser la question : « Comment pouvons-nous vous aider à éliminer cette pratique ? Que pouvez-vous faire de plus constructif pour les jeunes filles ? »

* Si elles sont convaincues d'arrêter les excisions, elles peuvent devenir les meilleures ambassadrices de la lutte contre les MGF, car quand *elles* disent que ce n'est pas bon, les femmes et les filles écoutent. .

Actions auprès des leaders religieux :

* Si on interpelle les leaders religieux instruits sur les textes sacrés, ils diront que les MGF ne sont pas prescrites par les textes sacrés. Il faut leur faire communiquer ce message. Il faut impliquer les Chefs Religieux dans la lutte contre les Mutilations Génitales Féminines, leur faire signer la déclaration de Ouagadougou.

Les réunions inter-pays :

* Il est important que les pays qui pratiquent encore l'excision se comparent avec ceux qui ne la pratiquent pas ou plus. Par exemple, montrer à ceux qui disent que les MGF sont une prescription de l'Islam qu'elles ne sont pas pratiquées en Arabie Saoudite.

Le but, c'est de faire changer les mentalités, car la seule inscription des MGF dans le code pénal ne suffit pas.

L'action du Comité Inter-Africain.

Le Comité Inter-Africain sur les Pratiques Traditionnelles Néfastes ayant effet sur la santé des femmes et des enfants a été créé en 1984 à Dakar par les Africains pour éliminer les Pratiques Traditionnelles Néfastes en général et les Mutilations Génitales Féminines (MGF) en particulier. Le Comité Inter-Africain s'est aussi fixé pour objectif d'encourager toutes les pratiques traditionnelles utiles et bénéfiques telles que l'allaitement au sein, la prise en charge sociale des personnes âgées etc. L'organisation possède des antennes dans 28 pays. Ces groupes nationaux ciblent les groupes à qui donner des programmes de formation sur mesure, par exemple les jeunes, les leaders religieux, etc.

Quelques actions :

* *Lobbying auprès des gouvernements* : Leur montrer que les Objectifs du Millénaire pour le Développement ne sont pas accessibles si les femmes souffrent des conséquences des MGF.

* *Lobbying auprès de l'Union Africaine* : Le Comité Inter-Africain a un statut consultatif officiel auprès de l'Union Africaine et a obtenu la signature d'un protocole pour les droits des femmes de l'union africaine. Il faut maintenant continuer le lobbying pour la ratification de ce protocole (13 pays sur 50 ont signé), puis quand un pays a signé, veiller à l'application.

**Lobbying auprès de l'ONU:*

1) première trace d'une préoccupation pour ce problème : en 1981, dans une Sous-Commission de la Commission Droits de l'Homme, et plus précisément dans un Groupe de Travail sur l'esclavage, la question des MGF est soulevée par une ONG. Suite à cela, en 1982, la Sous-Commission adopta une résolution priant deux experts, choisis parmi les membres de la Sous-Commission, d'effectuer et de présenter une étude sur tous les aspects du problème et sur les meilleurs moyens d'y remédier. Un Groupe de Travail spécifique a été créé. [Note du secrétariat CFD : pour plus de détails, lire : <http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/ef60beece444144f802567cb0052cc41?OpenDocument>].

**Conférence de 2003 :*

Le Comité Inter-Africain a organisé du 4 au 6 février 2003 à Addis Abéba une Conférence Internationale «*Tolérance Zéro aux MGF*» qui a eu beaucoup d'impact grâce à la présence et au soutien de personnalités reconnues (notamment quatre épouses de présidents). Le 6 février a été proclamé journée internationale de lutte contre les MGF.

** Quelle action en Europe ?*

Les Africains qui arrivent en Europe éprouvent un besoin de se sécuriser face à un environnement nouveau, et dans ce contexte peuvent devenir plus conservateurs et recourir à des pratiques traditionnelles.

Il faut que la loi (qui interdit les MGF) leur soit présentée avec un visage humain, que les femmes comprennent que cette loi a pour objectif de protéger leurs filles. Avec les femmes migrantes, il ne faut

surtout pas parler *que* des MGF, mais en parallèle avec une écoute des problèmes (socio-économiques, par exemple) rencontrés dans le pays d'accueil.

Il est important que Nord et Sud échangent les informations, le matériel didactique, etc. Qu'il y ait communication entre ceux qui ici et là luttent contre les MGF, associations, gouvernements, etc... (Par exemple, à la réunion informelle des ministres européens de l'égalité des chances sur les pratiques traditionnelles nuisibles organisée par la Présidence Autrichienne, il a été décidé de faire une réunion inter-ministérielle Europe-Afrique pour dégager des stratégies communes.)

Conclusion :

Il faut mettre les expertises ensemble et adopter un agenda commun visant l'éradication des MGF en 2010.

Questions-réponses

Q : *Peut-on déjà mesurer l'ampleur du succès de ces actions ?*

R : L'éradication d'ici 2010, c'est ambitieux, mais possible ! On a fait beaucoup ; il y a eu une prise de conscience ; de grands débats ; on en parle dans les médias ; 16 pays ont légiféré. Une aide financière peut aider à avancer. Un indicateur d'impact a été développé. En l'utilisant, on peut mesurer un réel changement de mentalité dans les zones où on a travaillé. Par exemple, en Ethiopie, les garçons proclament ouvertement qu'ils épouseront une fille qui n'est pas excisée. Au Mali, la pratique a été réduite de 30%.

Q : *Les stratégies de reconversion des exciseuses sont-elles efficaces ? Ne continuent-elles pas à pratiquer en cachette, en parallèle avec leur nouvelle activité professionnelle ?*

R : On entend en effet des gens qui disent, en Europe, que «ça ne marche pas». Mais sur le terrain, on voit d'anciennes exciseuses qui deviennent membres des comités nationaux, qui s'expriment contre l'excision,... Cela a un impact très positif sur la population.

Q : *Quels sont les facteurs invoqués par les gouvernements qui ne ratifient pas les conventions ?*

R : Souvent, ils ont d'autres priorités avant. Les femmes, c'est toujours le dernier point à leur agenda. D'ailleurs, parfois je me demande : si le sida ne touchait que les femmes, est-ce que la communauté internationale se serait autant mobilisée pour lutter contre le sida ? Ensuite, ces gouvernements disent qu'ils ont peur de la réaction de la population, premièrement parce que « c'est une tradition », deuxièmement pour des motifs religieux.

Q : *En parallèle avec l'esclavagisme, quelle a été la situation aux Etats-Unis ?*

R : Les familles étaient séparées (esclaves vendus de ci- de là), le tissu social désintégré. Beaucoup de traditions ont donc été perdues, y compris les traditions néfastes pour les femmes.

Q : *Quid du vécu des femmes excisées ? Comment se passent les relations sexuelles ?*

R : En Afrique, de toutes façons, pour les femmes, le sexe ce n'est pas pour le plaisir, mais dans un but de procréation. Mais pour une femme excisée, c'est évidemment une souffrance. Mais si on leur pose la question, elles disent : « Je suis heureuse, car je suis une vraie femme. Une femme qui n'est pas coupée n'est pas une vraie femme ». Elles acceptent, parce qu'elles croient que c'est ainsi, toujours, partout, pour toutes les femmes. Mais quand elles prennent conscience que cela pourrait être autrement, elles commencent à pleurer.

Q : *Quel lien peut-on faire entre excision et construction identitaire et image de soi ? Elles disent : «Une femme qui n'est pas coupée n'est pas une vraie femme», mais est-ce qu'elles le pensent, le ressentent ?*

R : L'identité sexuelle, c'est-à-dire le fait de se «sentir» homme ou femme, subit l'influence du milieu, les valeurs véhiculées par la communauté. Si vous vivez dans une société où le clitoris est vu comme impur, et si pour être femme il ne faut pas en avoir, vous allez intégrer cette norme. Si la société rejette les femmes non excisées, ces femmes qui vont se sentir rejetées ne se sentiront pas pleinement femmes. C'est d'autant plus vrai que les femmes sont vulnérables, et dépendent de la communauté pour survivre. Il y a donc toute une mentalité à changer. Le changement vient avec l'information, avec la présentation d'une autre norme. Dire : « Regardez, ailleurs, les femmes non excisées, ce sont de vraies femmes : elles se marient, elles ont des enfants... »

Autres interventions :

Kadia Diallo, du GAMS, explique que l'on rencontre maintenant le problème suivant :
Quand un pays a ratifié les conventions, et inscrit l'interdiction des MGF dans sa loi nationale, les jeunes filles originaires de ce pays ont de grosses difficultés à obtenir un statut de réfugiée en Belgique en argumentant qu'elles fuient la menace d'excision, menace qui est toujours réelle, tant que la loi n'est pas appliquée sur le terrain.

Violaine De Villers, cinéaste, annonce que des copies sous-titrées en anglais de "*Mon enfant, ma sœur, songe à la douleur*", film documentaire (53min) qu'elle a réalisé en 2005 sur la lutte contre les mutilations génitales féminines, sont disponibles. Elle en fera parvenir au Comité Inter-Africain.